

## Séance publique du lundi 17 février 2014

Convoqué le mardi 11 février 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 17 février 2014 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Marie MASSART, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Laure FARGIER, Arnaud JULIEN, Nadia MIRAoui, Jacques TOUCHON.

### Absents :

Stéphanie BLANPIED, Sarah EL ATMANI, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

## Ecoles Kergomard et Daviler: création de deux écoles communales de droit commun suite à la procédure de désannexion et au transfert de propriété à la Ville

Jean-Louis GELY rapporte :

Les deux écoles annexes montpelliéraines, l'école maternelle Pauline Kergomard et l'école élémentaire Charles Daviler, situées avenue du Colonel Marchand, souhaitent bénéficier de la procédure de désannexion afin de bénéficier du droit commun des écoles primaires publiques et en conséquence de l'ensemble des moyens dévolus par la Ville de Montpellier aux établissements du premier degré.

Jusqu'à maintenant, ces deux écoles relèvent du régime des écoles annexes, créées par décret en 1887 pour constituer des centres permanents d'innovation pédagogique et de formation des enseignants les écoles annexes et qui ont été intégrées aux écoles normales primaires dont l'entretien est à la charge des départements.

Depuis 1989, la création des Instituts Universitaires de Formation des Maîtres (IUFM) qui, dans chaque Académie, ont remplacé les écoles normales, a permis la désannexion progressive des écoles annexes et leur intégration au droit commun des écoles primaires dont la gestion est dévolue aux communes au terme du code de l'éducation.

Cette désannexion s'est opérée après plusieurs étapes:

- la demande de désannexion du conseil de l'IUFM, approuvée, le 27 février 2012, par délibération du Conseil d'Administration de l'université Montpellier II, compétent suite au rattachement de l'IUFM à cette institution.
- l'avis favorable au processus de désannexion en juillet 2012, du Conseil Général de l'Hérault, propriétaire des bâtiments
- l'avis favorable du Conseil départemental de l'Education nationale rendu le 11 juin 2013.
- la demande de l'Université Montpellier II et de l'Etat concernant le transfert de la propriété de ces écoles du Département au profit de la Ville de Montpellier, approuvée par délibération de l'Assemblée départementale du 18 novembre 2013

- la délibération en date du 16 décembre 2013 par laquelle le conseil municipal de la Ville de Montpellier accepte le transfert de propriété des écoles Charles Daviler et Pauline Kergomard au profit de la Ville de Montpellier. Ce transfert de domaine public à domaine public sans déclassement préalable, est prévu à titre gratuit, et sous condition que ces biens restent affectés au domaine public communal pendant une durée de 15 ans, la propriété des biens revenant au Département en cas de désaffectation. La régularisation de l'acte administratif de vente aura lieu, dès lors que les biens seront rendus libres de toute occupation privative des logements de fonction ;

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- D'approuver la procédure de désannexion des écoles Kergomard et Daviler et la création en leur lieu et place de deux écoles communales de droit commun et par voie de conséquence, la mise à disposition de l'ensemble des moyens dévolus par la Ville de Montpellier aux écoles communales suite au transfert effectif de propriété tel qu'approuvé par délibération du conseil municipal du 16/12/2013.  
La mise en œuvre de cette mesure aura lieu sous réserve de la publication de l'arrêté ministériel de désannexion de ces deux écoles
- D'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'adjoint délégué à signer tout acte ou document relatif à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Madame le Maire**



**Hélène MANDROUX**

**Publiée le : 18 février 2014**